

PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

Port-Gentil : sortir Pizolub du creux de la vague

LA grève qui accablait l'entreprise étant levée, il revient au gouvernement de jouer sa partition pour sauver ce label national.

Christian KOUIGA
Libreville/Gabon

COMPTANT au nombre des entreprises du secteur pétrolier – alors qu'aucun document juridique ne lui confère ce statut – la société Pizolub SA. traverse une mauvaise passe. L'arbre cacherait une forêt... de maux. Les facteurs ayant fait penser à sa "liquidation" sont nombreux. Voire en-

tretenus. Actionnaire principal, l'État ne joue pas véritablement son rôle pour sauver cette entreprise nationale d'un éventuel naufrage. Le conseil d'administration du 20 juillet dernier à Libreville a mis en relief une kyrielle de difficultés financières importantes à l'origine de la baisse drastique de son chiffre d'affaires – près de 87% – et des enlèvements avoisinant 86% ces dix dernières années. Mais aussi une accumulation de déficits consécutifs mettant la société des lubrifiants dans une posture financière exsangue qui se traduit, mal-

heureusement, par un déséquilibre financier intenable, du fait des capitaux propres négatifs, et d'un fort endettement bancaire. Outre une dette de 9 milliards, il faut ajouter la saisine des comptes dont l'entreprise fait l'objet, ainsi que des arriérés de 3 mois de salaires à l'origine de la grève qui vient d'être suspendue, la pression fiscale et douanière, la concurrence déloyale provoquée par des importations sans limite des entreprises bénéficiant d'exonérations ou taux

Devant tant de tensions, pense-t-on, seul le gouvernement peut apporter des solutions idoines pour sortir le malade du creux de la vague.

de douane réduits, au détriment de la sauvegarde de la production locale, pourtant de qualité, etc. De sorte que malgré le plan d'actions mis en place dans le souci de relancer ses activités, Pizolub ploie toujours sous le poids des difficultés à la fois endogènes et exogènes. Devant tant de tensions, pense-t-on, seul le gouvernement peut apporter des solutions

idoines pour sortir le malade du creux de la vague. Il suffirait, pour cela, avancer-t-on, de prendre en compte, à titre remboursable, le montant global des salaires impayés. Cela, dans le cadre du fonds d'aide aux entreprises de 225 milliards annoncé par le chef de l'État, pour sauver ce pan du Gabon industriel prôné par Ali Bongo Ondimba.



APPEL D'OFFRES POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE QUATRE BATIMENTS AU COMPLEXE EDUCATIF DOCTEUR ALPHONSE MAKANGA (CEDAMM) MISSANDZOU A LA LOPE

Réf N°: AO 002/2020/CEDAMM/WCS

Le Programme d'appui pour la préservation de la biodiversité et des écosystèmes fragiles - phase 6 ("ECOFAC 6") financé par le 11^{ème} Fond Européen de Développement est conçu pour appuyer les institutions gouvernementales chargées de la gestion de l'environnement en Afrique Centrale dans sept États différents de la CEEAC (Gabon, Cameroun, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, République du Congo, Sao Tome et Principe et Tchad) et huit paysages prioritaires pour la conservation. Wildlife Conservation Society (WCS) à travers le Complexe Educatif Dr Alphonse MACKANGA MISSANDZOU (CEDAMM) a été retenu comme opérateur pour la mise en œuvre de l'action d'appui sous régional relative au développement de curriculum et autres dispositifs pour la formation des écogardes. A cet effet WCS lance un appel d'offres pour la réalisation des travaux de construction de quatre (4) bâtiments au CEDAMM, situé au sein du Parc National de la Lopé.

de la WCS sise derrière le Camp de Gaulle, Rue de L'Arche de l'Alliance, Libreville Gabon. Ou par téléphone au : 241 074 011 522 / 074 290 562 / 11 44 40 39.

5. Choix de la meilleure Offre

Le choix de la meilleure offre sera déterminé au travers de la grille d'évaluation contenue dans les documents de consultation.

6. Conditions d'éligibilité

Les conditions d'éligibilité sont celles définies par l'Union Européenne en général, notamment l'Annexe IV, relatif aux « Procédures de passation de marchés applicables par les bénéficiaires de subventions dans le cadre des actions extérieures de l'Union Européenne ».

7. Date limite et lieu de dépôt des dossiers

Les offres rédigées en français doivent être déposées au siège de WCS Gabon, au plus tard le mercredi 02 Septembre 2020, à 15h00. La date d'ouverture des offres est fixée au vendredi 04 Septembre 2020, à 10h 00 au siège de Libreville. L'enveloppe sous pli fermé contenant l'offre, devra porter comme unique mention : « AO 002/2020/CEDAMM/WCS ».

8. Visite de site

Les soumissionnaires devront prendre part, à leurs frais, à la visite de site organisée à la Lopé le 18 et 23 Aout 2020, à l'issue de laquelle une attestation leur sera délivrée.

Renseignements au : 241 074 011 522 / 074 290 562 / 11 44 40 39.

Fait à Libreville, le 10 Aout 2020.

LE REPRESENTANT DIRECTEUR GENERAL

Gaspard ABITSI

1. Constitution du dossier administratif :

- Un agrément ou fiche circuit ;
- Une attestation de non faillite ;
- Une certification d'imposition au régime fiscal ;
- Une attestation de domiciliation bancaire ;
- Un plan de localisation ;
- Une attestation de soumission à l'organisme de sécurité sociale.

2. Présentation de l'offre technique

- Une plaque d'entreprise ;
- Un portfolio de vos références et réalisations récentes ;
- Liste profils et CV de l'équipe envisagée du projet ;
- Le calendrier de réalisation des travaux ;
- Une description succincte du déroulement des travaux.

3. Présentation de l'offre financière

- Elle devra comporter :
- Le détail de la facturation ;
 - Le prix HT et TTC.

4. Acquisition des documents de consultation

Les documents de consultation (Cahier de charges et Bordereau des Prix Unitaire - BPU) sont disponibles au siège



Photo : Ngoubili Gaston/L'Union

Guy-Christian Mavioga, le DG de Pizolub garde, l'espoir d'un soutien du gouvernement.